à ce sujet. Les gens ont passé l'hiver sans pouvoir se procurer de pommes de terre ou presque pas.

L'automne dernier, une société de Birtle nous a fait cadeau d'un excellent approvisionnement de légumes et nous les avons distribués aussi équitablement que possible. La famille la plus nombreuse, qui comprend quatorze membres, a obtenu pour sa part trois petits sacs de pommes de terre et elle a dû se contenter de cela pour tout l'hiver.

Espérant que vous renouvelerez vos efforts et que vous réussirez.

Je me soustris,

Votre tout dévoué,

J. H. Martens.

Je le répète, mon premier mouvement a été de soulever la question lors de l'examen des articles du bill en comité général. Cependant, j'ai cru bon de retarder un peu et j'ai écrit la lettre suivante au ministre du Revenu national; elle est datée du 22 courant:

Cher monsieur,

Ci-inclus, vous trouverez la copie d'une lettre que j'ai reçue du reeve de l'une des municipalités du Manitoba. Vu la correspondance que nous avons échangée à ce sujet, il est inutile pour moi d'entrer dans d'autres détails. Au reçu de cette lettre, mon premier mouvement a été de la lire textuellement en Chambre. Si je ne visais qu'à tirer un avantage politique d'une pareille situation, je puis vous donner l'assurance que ce serait là une bonne occasion; de fait, entre toutes les choses que le Gouvernement a faites ou néglige de faire, il n'y en a pas une qui ait créé plus de mécontentement au sein de la population manitobaine.

Je serai heureux de recevoir un mot au plus tôt m'informant que vous avez décidé d'accorder la demande de ces pauvres gens en ce qui regarde les droits qui frappent les pommes de terre. Sinon, je désire savoir quelle est la meilleure méthode dont vous avez parlé dans une communication précédente. Après avoir refusé à ces gens la permission de subvenir à leurs propres besoins d'une façon qui n'aurait rien coûté au Gouvernement, j'estime que leur cas exige un traitement tout particulier; l'on devrait voir au moins à leur fournir les pommes de terre de semence pour la prochaine saison. J'ignore à quel prix les pommes de terre se vendront dans le Dakota, ce printemps, mais, quoiqu'il arrive, ils ne peuvent espérer pouvoir les acheter à aussi bon compte que l'automne dernier.

Encore une fois, je porte l'affaire à l'attention du ministre et je le supplie de donner suite à la promesse,—il ne s'agit peut-être pas d'une promesse, mais disons la suggestion,—de trouver une meilleure manière de régler cette question que par la fixation d'un tarif douanier régional. Quand bien même l'on aurait accédé à cette demande, je ne crois pas que c'eût été là une procédure sans précédent.

A deux reprises différentes, le Gouvernement du Canada a permis l'importation de semences du Dakota afin de desservir une municipalité qui est située un peu plus à l'ouest que celle dont il est question dans la lettre que je viens de lire. Dans une certaine circonstance, j'ai porté la situation à

[M. Brown.]

l'attention du régime libéral et elle fut réglée à la satisfaction des intéressés en moins d'une quinzaine. Il m'a été donné de signaler un cas semblable au gouvernement actuel et ce n'est qu'au bout de six mois environ que les gens obtiennent la permission d'importer en franchise le foin et la paille dont ils avaient besoin.

Maintenant, il s'agit d'une affaire importante pour ces gens-là. Si mes renseignements sont exacts, le Gouvernement a déjà reçu un vœu adopté par l'Assemblée législative du Manitoba concernant la question. J'ajouterai de plus, que lorsque la question fut mise sur le tapis, l'automne dernier, le gouvernement provincial prit l'engagement de voir à ce que le privilège, s'il était accordé, ne donnerait lieu à aucun abus; c'est-à-dire que le gouvernement provincial s'engageait à prendre des mesures afin que personne ne pût faire le commerce des pommes de terre; l'on devait tout simplement permettre aux gens de s'approvisionner.

Encore une fois, le ministre voudrait-il me dire quelle meilleure méthode le Gouvernement peut proposer que celle d'établir un tarif douanier régional, au dire du ministre du Revenu national? Je sou mets cette question à l'attention de mon honorable ami. J'avais d'abord dans l'idée de différer la chose en attendant la réponse du ministre du Revenu national, à ma dernière communication. Cependant, vu que je n'ai rien reçu après avoir attendu plusieurs jours, j'estime qu'il y a nécessité de porter encore une fois l'affaire à l'attention du Gouvernement puisque le bill est sur le point d'être lu pour la 3e fois.

M. THOMAS REID (New-Westminster): J'ai un plan à suggérer au ministre du Travail. Lorsque le présent bill fut mis en délibération, mon honorable ami a donné à entendre que le Gouvernement avait l'intention de procurer du travail utile aux milliers de chômeurs célibataires qui sont stationnés dans les camps de la Colombie-Anglaise. Dans cet ordre d'idées, j'ai un plan à proposer qui ne manque pas de mérite selon moi. Ainsi que mon honorable ami le sait, nos forêts se dégarnissent graduellement. A New-Westminster, nous avons un établissement où l'on pratique l'extraction des graines des conifères tels que l'épinette, le sapin et le sapin t'aumier. Ces graines sont expédiées dans tous les pays du monde pour ainsi dire, mais nous ne les utilisons pas du tout au Canada. D'autre part, nous avons nos parcs tant nationaux que provinciaux et je demande au ministre, lorsqu'il cherche quel travail utile il pourrait faire exécuter par les milliers de célibataires sans foyers aux besoins desquels nous avons